

PROCESSUS INTERACTIFS DANS L'ÉVOLUTION DU RURAL EN ROUMANIE APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

V. SURD¹

ABSTRACT. Interactive Processes in the Rural Evolution of Romania after The Second World War. The rural space of Romania was marked after the Second World War by important qualitative mutations. From the private form of property over the land it came to generalized and forced cooperativization of agriculture that lasted until 1990. After 1990 the process of privatization in agriculture began through returning to the old forms of property.

En 1945, un pourcentage de 76,5 de la population roumaine habitait dans un milieu rural. Le statut résidentiel des gens de village était identique à celui paysan.

Le procès de l'industrialisation socialiste a marqué l'exode des gens de village vers la ville. À partir de 1965, tous les écoliers du milieu rural ont été absorbés par la ville. Entre 1948 et 1995, le rural de la Roumanie a perdu un stock démographique d'environ 6 millions de personnes.

Simultané avec la diminution du poids de la population rurale, au niveau national (48 pour cent en 1994) on a changé même le statut socio-professionnel de la population rurale.

Du total de 10.597.876 personnes qui représentait la population rurale de la Roumanie en 1990 (la population totale de la Roumanie étant de 23 millions d'habitants), les paysans représentaient seulement 34,9%, les travailleurs-paysans - 47,1 pour cent, les intellectuels et les employés - 6,6% et d'autres catégories représentaient 11,2%.

Après 1945, dans la Roumanie, l'évolution du rural a été marqué par cinq étapes distinctes:

- l'étape des cotes pour le paye des dédommagements de guerre pour la Russie (1945-1956);
- l'étape de la collectivisation massive (1957-1962);
- l'étape de l'industrialisation forcée (1963-1984);
- l'étape du paiement forcé des dédommagements externes (1985-1989);
- l'étape de la désorganisation structurale et économique socialiste du rural (décembre 1989 - présent).

¹ Universitatea "Babeș-Bolyai", Geografie, 3400 Cluj-Napoca, România.

L'étape des cotes pour des dédommagements de guerre a représenté une lourde charge pour la population rurale.

La main d'oeuvre masculine, vigoureux, sauvée à la suite des oppressions de la deuxième guerre mondiale, formée de paysans majoritaire, a eu de suite toute la peine dans l'agriculture dans le contexte d'une dotation rudimentaire de ce domaine.

La plupart des récoltes, étaient dirigées vers l'ancien URSS. C'est la période de la constitution des aires dans les villages qui ont résidé dans une stocaj groupée en meules des graines sous des slogans de ne pas perdre la récolte. Le paysan restait un simple spectateur au battage de sa propre récolte et fréquemment il rentrait chez lui sans de récolte.

L'économie, en général, était vérifiée par des conseillers soviétiques, doublés d'un fort corp d'armée qui est resté en Roumanie jusqu'à 1956.

L'étape de la collectivisation massive (1957-1962). La collectivisation de l'agriculture a commencé dès 1948, 1949, d'après le modèle soviétique. A été théoriquement et de propagandiste comme une action de convaincre les paysans de remettre le terrain agricole, les animaux et les utilités dans des fermes agricoles collectives.

La soi-disant koulak des villages, en fait l'élite de la paysannerie roumaine ce temps-là, a été décimée bientôt. On a ajouté les déportations du peuple en Bărăgan, Dobrogea, à l'ouest de la Sibirie et dans la région industrielle des Montagnes Ural.

Après 1956, on va constater une vivacité de la vie économique du rural, libéré de la charge accablante de l'acquittement des cotes. Cette vivacité a été vite stoppée le printemps de 1962, par la *généralisation des coopératives*. Par la constitution des ces Coopératives de production, les paysans ont été dépossédés de leur terrain agricole, des animaux, de l'attelage et aussi du travail en collectif.

Au niveau du village, on a été crée pour deux - trois villages, une seule coopérative agricole de production.

Le Ministère de l'Agriculture de ce temps - là, fixait, en avance, des tâches quantitatives de plan pour chaque culture de toutes les coopératives agricoles. Ces tâches étaient transmises directement aux Directions Agricoles Départementales qui, à leur tour, les transmettaient aux coopératives agricoles.

Les processus d'organisation et du travail était entièrement vérifié d'un organ de parti, formalist et ignorant.

Simultanément avec l'agriculture coopératiste, on a fonctionné at encore fonctionne aujourd'hui, l'agriculture d'état. Ces entreprises sont organisés sur le principe des fermes, qui connaissent un plus haut degré de modernisation de l'agriculture, tandis que la main d'oeuvre était rémunérée par des salaires. Ces entreprises connaissaient un haut degré de spécialisation en production et elles ont associés souvent des stations de recherches propres.

Les aires des montagnes, à-peine accessible avec des terrains faibles et aussi quelques villages isolées, n'ont pas été pris dans cette action de collectiviser. Elles ont été annihilées économiquement et aussi elles ont été éparpillées dans l'accès de migration rural-urbaine.

L'étape de l'industrialisation forcée (1963-1984). C'est l'étape avec plus négatifs effets sur le rural, résidant dans sa "évacuation" démographique. Le travail dans l'industrie de la ville était le rêve de chaque jeune homme du village. Les parents conseillaient et aussi soutenaient leurs enfants en vue de s'établir dans des villes, où, les salaires étaient meilleurs et plus infaillibles.

Les immeubles des villes offraient plus de confort par rapport aux maisons et même à la vie de la campagne. Identiquement, le statut de travailleur offrait un important capital politique comparativement à celui de paysan ou d'intellectuel. Doucement, la vie rurale se dissipe, privée de l'appât de la jeunesse.

Cela se répercute plus tard, par la diminution des contingents démographique ruraux d'âge scolaire.

L'étape du paiement forcée des dédommagements externes (1984-1989). L'industrialisation a été soutenue, en plus, d'une grande exportation des produits alimentaires, aussi de nombreux prêts en devise, un fait traduit par l'augmentation des dettes externes, y compris au crédit de l'augmentation du taux de profits.

On a estimé qu'à la fin de 1984, la dette externe de la Roumanie était de 13-14 milliards dollars USA. Une industrie énergophague et énergointensive, avec un haut degré de dépendance de matières premières et d'une technologie importée, et en général, avec un réduit degré de concurrence, ne pouvait pas assurer l'acquittement du taux, contracté pour son propre financement.

Par conséquent, l'unique solution qui reste, c'est l'exploitation au maximum, du potentiel agricole et aussi, plus d'exportations des produits agroalimentaires. D'autre part, on a plus baissé le niveau de l'exaucement de nourriture de la population, l'une des raisons les plus essentielles, qui a détérioré la crédibilité du système communiste.

Le printemps de 1989, a fait savoir l'acquittement des dettes externes de la Roumanie, en s'estimant un solde positive de 3,5-4 milliards dollars SUA.

Les événements du décembre 1989, tragiques par les morts sur le champ de bataille et aussi par des autodestructions massives des biens matériels et des immeubles, ont marqué *l'étape de la désorganisation structurelle et économique socialiste du rural de la Roumanie.*

Cette étape de début se caractérise par des procès rapides d'input-output, dans le milieu rural et, de même, par une désorganisation généralisée des anciennes coopératives agricoles de production (CAP). C'est une étape marquée de puissantes convulsions dans le milieu rural, générée par la remise en possession des champs agricoles pour tous les paysans.

Le temps contrainte du rural s'intensifie par l'accroissement inquiétant du nombre de procès devant le tribunal, pour la réacquisition et aussi pour le droits de succession foncière.

La loi foncier adaptée en 1991, au cours de mise en pratique, n'a pas l'effet escompté, c'est-à-dire, la consolidation économique et démographique du rural.

Les bien-fondus fonciers ont de dimensions réduites (environ six millions de propriétés avec 2,5 ha/propriété) et, de même, sont souvent divisées (10 à 20 lots), ce qui dérange sensiblement le processus efficace de mécanisation.

Le retour aux procédés traditionnels de travail de la terre, avec une utilisation sur une vaste échelle de la main d'œuvre vivante (de l'homme et des animaux), ainsi que les rendements diminués, découragent un processus espéré de rémigration.

Inévitablement, on assiste ainsi à un processus de destruction naturelle d'environ 20 pour cent des agglomérations rurales de la Roumanie (2625 villages) dans les suivants 10-15 ans.

Dans le plan territorial, baissent vertigineusement les surfaces ansemencées, l'effectif d'animaux, la production agricole en général.

La Roumanie est obligée d'appeler à de nombreuses importations de produits agroalimentaires, ce qui entraîne de nouveau, notre pays, dans des dettes externes.

BIBLIOGRAPHIE

- 1 XXX, *Anuarul Statistic al României*. Direcția Generală de Statistică, București.
- 2 Matei, I., Mihăilescu, M. (1985), *Satul românesc. Studii.*, Editura Academiei Române.
- 3 Surd, V., (1993), *Introducere în geografia rurală*, Editura "Interferențe", Cluj-Napoca.